

MARS 2021

AGIR

LE MAGAZINE DE L'ENTRAIDE PROTESTAIRE



GUERRE AU CONGO
RETOUR DANS DES
MAISONS PILLÉES

JUBILÉ DE L'EPER
75 ans d'histoire à découvrir

ESPACE PARENTS
Créativité pour tromper le Covid

SOMMAIRE



C'est au début des années 80, marquées par de grands conflits dans le domaine des réfugiés et de l'asile en Suisse, que les bureaux régionaux de l'EPER ont créé des centres de consultation pour offrir une aide juridique et des conseils aux demandeurs d'asile dans les cantons de Bâle, Berne et plus tard Zurich, Saint-Gall, Argovie, Vaud et Genève.

DOSSIER SPÉCIAL

- 10 Le Siège romand**
Un pool d'innovation pour l'EPER
- 11 75 ans d'histoire**
Quatre pages à détacher

DANS CE NUMÉRO

- 4 République démocratique du Congo**
« Quand je suis rentrée chez moi, ma maison était vide. »
- 8 Développement des communautés rurales**
Noisettes de la mer Noire dans notre assiette
- 16 L'invité: Tho Ha Vinh**
« Notre communauté, c'est sept milliards d'habitants ! »
- 18 Clic**
Christian Bobst au Sénégal
- 20 Intégration sociale**
L'Espace Parents fait le beau temps
- 23 Brèves**

AGIR N°41
MARS 2021
ISSN 2235-0772
Paraît 4 fois par an

COUVERTURE PHOTO
EPER/Christian Bobst

ÉDITEUR
Entraide Protestante
Suisse (EPER)

RESPONSABLE
Laurine Jobin

RÉDACTION
Joëlle Herren Laufer

RÉDACTION PHOTOS
Julie Lovens

**GRAPHISME
ET ILLUSTRATIONS**
Joseph Haas et
Corinne Kaufmann-Falk

IMPRESSION
Druckerei Kyburz AG
Dielsdorf

TRADUCTION
Anne-Cécile Biron

RELECTURE
Nathalie Hellen

PAPIER
Nautilus superwhite FSC

TIRAGE
13 500 exemplaires

ABONNEMENT
CHF 10 déduits une
fois par an de vos dons

ADRESSE
Chemin de Bérée 4A
Case postale 536
1001 Lausanne
Téléphone 021 613 40 70
Fax 021 617 26 26
www.eper.ch
info@eper.ch

CP POUR LES DONS
10-1390-5



VOYAGE DANS LE TEMPS : 75 ANS AU SERVICE DE LA DIGNITÉ

L'année 2020 a été particulièrement intense et éprouvante. Le voyage planétaire d'un virus a marqué le monde, mettant à nu des vulnérabilités souvent peu visibles, mais qui ne datent pas d'hier et ne disparaîtront pas de sitôt. Pour l'EPER aussi l'année a été dense, tant en Suisse qu'à l'étranger, confirmant l'importance de structures solides capables de s'adapter et d'agir vite, là où le besoin s'en fait sentir. Nous avons tourné la page de 2020, et c'est fort de ses enseignements que nous abordons une nouvelle année, particulière.

En effet, notre organisation célèbre un jubilé : trois quarts de siècle au service des personnes les plus démunies prises dans les engrenages de l'Histoire. Qu'il s'agisse de l'après-guerre, des trente glorieuses, de la chute du mur ou encore des défis du 21^{ème} siècle, ces 75 ans ont vu se succéder autant de drames que de bonheurs, inégalement distribués. Mais, et c'est là tout le sens de notre travail, des ponts unissent les gens à travers la solidarité et la bienveillance de celles et ceux pour qui l'entraide est une valeur à part entière. C'est grâce à la générosité de ces personnes qu'une œuvre comme la nôtre peut accomplir durablement sa mission au service de la dignité des plus vulnérables.

Dans ce numéro d'Agir nous allons donc revenir sur le fil de ces 75 ans (voir le feuillet détachable au centre du magazine). En remontant le temps depuis 1946, nous allons nous remémorer les moments clés qui ont fait de l'EPER ce qu'elle est aujourd'hui et comprendre comment elle a pu grandir, s'adapter, apprendre et relever des défis. Pour illustrer ce parcours, les

témoignages de trois personnalités ayant occupé le poste de secrétaire romand accompagnent cette rétrospective. C'est un voyage dans le temps où les défis se ressemblent, dans un monde qui change considérablement : continuité et changement font partie de notre ADN.

Le périple continue, et il est aussi important de regarder où nous en sommes aujourd'hui. Nous allons pour ceci voyager du Congo à Neuchâtel, en passant par le

Brazil et la Géorgie. N'hésitez pas à faire une halte gourmande, en commandant des noisettes géorgiennes bio (page 22). Et pour avoir un avant-goût de ce sur quoi cette étrange période pourrait déboucher, nous accueillons avec plaisir l'analyse

de notre invité, Tho Ha Vinh. Avec recul, ce spécialiste des Bonheur met en perspective les enseignements de la pandémie et, qui sait, nous inspire pour repenser demain.

Je vous souhaite donc un tout bon voyage à travers le temps en prenant soin d'apprécier l'instant présent et les perspectives qu'il ne tient qu'à nous de saisir.

Excellente lecture, et merci pour votre soutien !

«Les défis
se ressemblent
dans un monde
qui change
considérablement.»



Olivier Ferrari
Responsable
du Siège romand



« QUAND JE SUIS RENTRÉE CHEZ MOI, MA MAISON ÉTAIT VIDE. »

Dans la province du Nord-Kivu, à l'ouest de la République démocratique du Congo, la population souffre encore des conflits armés. L'EPER restaure les routes avec l'aide de la population, installe des infrastructures sanitaires, l'accès à l'eau potable et aide les populations déplacées ou de retour chez elles à relancer des cultures vivrières. Le projet bénéficie à environ 90 000 personnes.

Texte Bettina Filacavano
Photos Thomas Freteur



Déplacés plusieurs fois, bon nombre de paysannes et de paysans ont perdu leurs semences et leurs outils. L'EPER aide la population à relancer la production agricole.

La population du Nord-Kivu souffre des conflits armés depuis plusieurs dizaines d'années. Les tensions sont principalement dues à l'exploitation et au contrôle illégaux des mines à des fins industrielles. En effet, ces dernières renferment des minéraux qui servent à la fabrication d'appareils électroniques tels que des téléphones portables et des ordinateurs. De ce fait, le Congo et la région du Nord-Kivu sont devenus indispensables au secteur de la téléphonie mobile. Plusieurs matières premières essentielles telles que le coltan, le cobalt et l'or sont exploitées dans cette province. Mais la demande élevée de ces substances précieuses entraîne des violences envers la population civile, qui est contrainte de se déplacer.

La violence contraint aux déplacements

Ces derniers temps, les attaques de groupes armés surviennent plutôt dans les régions rurales. Enlèvements et meurtres sont devenus le lot quotidien de la population. Dans la province du

Nord-Kivu, plus d'un million de personnes ont ainsi été déplacées, ce qui en fait l'une des régions les plus touchées par ce phénomène. Face à cette violence, de nombreuses familles sont contraintes de fuir leur village.

Les régions sont difficiles d'accès car les routes, en mauvais état, ne sont pas carrossables. Fournir une aide humanitaire représente donc un défi de taille. La population manque de tout et les enfants ne peuvent pas se rendre à l'école. L'économie locale est également au plus mal, en raison de l'état déplorable des grands axes routiers et des ventes insuffisantes de produits agricoles locaux. Ce contexte est responsable d'une forte hausse de la criminalité, de l'enrôlement forcé d'enfants et de jeunes dans des groupes armés, du travail forcé et du recouvrement illégal d'impôts.

L'EPER fournit une aide d'urgence dans ces régions reculées. Pour certaines, c'est la toute première fois qu'elles bénéficient d'une aide humanitaire. Les projets sont principalement financés par l'Union européenne (ECHO), le département américain d'aide en cas de catastrophe (USAID) et la Direction du développement et de la coopération (DDC).

Réhabilitation des routes

USAID a mandaté l'EPER pour la remise en état des routes. L'objectif est que les organisations humanitaires puissent accéder à la région et les produits agricoles être acheminés jusqu'aux grands centres économiques alentour. Comme l'EPER a une bonne réputation sur place et qu'elle dispose d'un bon réseau, elle est bien acceptée par la population et les différentes communautés. Cela permet à l'équipe de l'EPER de poursuivre son action malgré le chaos ambiant.

Cash for work

Pour la réparation des routes, l'EPER adopte une approche basée sur la participation active de la population : toute personne intéressée est rémunérée pour son travail à raison de CHF 22 par jour. Cette formule « cash for work » a du succès : plus de 3000 personnes, toutes issues de familles différentes, se sont portées volontaires pour travailler pendant dix jours. Il y a un tournus tous les dix jours pour permettre de répartir l'argent gagné dans les différents foyers.

Ndayisama est l'une d'elles. Marié et père de sept enfants, il vient de toucher son pécule. « Avec cet argent, je vais m'acheter une chemise, un pantalon et une poule pour ma femme », raconte-t-il. La prochaine fois, il compte se procurer des uniformes scolaires pour ses enfants.

Un projet commun, source de résolution des conflits

Le pasteur Esiel Ngango accompagne les personnes déplacées à « Mozambique », un lieu informel attribué aux personnes déplacées dans le parc national des Virunga. Ce sont elles qui l'ont baptisé ainsi pour signifier à quel point elles se sentent comme des étrangères dans leur propre pays.

AIDE HUMANITAIRE

L'une des 550 latrines construites par l'EPER. La famille de Denise Kabuo Bushenge la partage avec deux autres familles.

Selon Esiel Ngango, le travail communautaire de réhabilitation des routes permet de promouvoir la paix dans la région. En effet, le projet réunit différents groupes et favorise le dialogue. « Grâce à cet objectif commun, nous nous considérons comme des frères. Nous travaillons et mangeons ensemble. L'EPER nous a aidés à rénover un pont. De nombreuses personnes, en particulier des enfants et des personnes âgées, s'étaient noyées dans ce coin. »

Installation de points d'eau potable

L'EPER soutient également les communautés dans la mise en place d'une infrastructure pour l'accès à l'eau potable, afin d'améliorer l'hygiène et les conditions sanitaires. Le projet est financé par ECHO et USAID. Dix-huit sources d'eau et 550 latrines sont fournies, de même que 10 000 kits d'hygiène pour les familles en parallèle de formations sur les mesures d'hygiène. En tout, le projet bénéficie à quelque 90 000 personnes.

Réduire les infections grâce aux latrines

Ugenia Ngoma Nyirarukundo a désormais des toilettes qu'elle partage avec d'autres familles. « Avant, on se contentait de creuser des trous », raconte-t-elle. « Depuis que nous avons des toilettes, nous tombons beaucoup moins souvent malades. » Pour elle, il y a un véritable besoin à combler en matière de soins médicaux. « Il y a bien une aide-soignante, mais elle n'a pas accès à des médicaments, explique cette veuve. Si nous tombons malades, nous devons aller jusqu'à Kashalira, un village très éloigné, et prendre le risque de mourir en route. »

Denise Kabuo Bushenge est également contente de disposer de sanitaires. Elle les partage avec deux autres familles. « Je vis à Katolo. Ce programme de construction de toilettes nous a beaucoup aidés », raconte-t-elle. « Avant, nous avions souvent des maladies diarrhéiques. Et puis nous avons peur d'être mordus par un serpent en allant dans les buissons. »

Relancer ensemble les cultures des champs

Au moment du retour chez elles, de nombreuses familles doivent essuyer un nouveau coup dur : elles retrouvent leurs maisons incendiées ou pillées pendant leur absence. Comme elles ont dû quitter précipitamment leur bâtisse et leurs champs pour fuir les exactions, elles n'ont pu emmener de précieuses graines avec elles ni leurs outils. Le programme d'agriculture de l'EPER, financé par la DDC, profite à 6 600 ménages, parfois déplacés plusieurs fois en raison de l'avancée des combats. Ces familles ont besoin d'aide de toute urgence pour relancer leur production agricole. L'EPER les aide également à améliorer leur accès à différentes denrées alimentaires ainsi qu'aux marchés locaux.

« Nous avons dû manger nos semences »

Antoinette a accueilli des personnes déplacées chez elle. Comme elles étaient nombreuses et qu'elle n'avait plus rien à manger, elles ont dû jeter leur dévolu sur les semences. Résultat, il ne restait plus rien pour l'ensemencement. Antoinette est membre



L'EPER aide la population à réhabiliter les routes d'accès et fournit une aide d'urgence. Le projet bénéficie à 230 000 personnes.

Dans les champs, les paysannes et les paysans essayent de relancer leurs cultures.

d'un groupe de petits paysans : « Nous n'avions plus aucune ressource. Nous avons reçu cinq kilos de maïs, de haricots, de semences de chou, d'aubergines et d'oignons, ainsi que des haches et des arrosoirs. Nous avons déjà récolté des choux et de la doucette. »

Madame Perusi a aussi reçu des semences de la part de l'EPER, afin de pouvoir exploiter à nouveau ses champs. « Je vivais à Kibirizi, mais pendant la guerre, je me suis enfuie à Masisi. J'avais tout laissé derrière moi. Quand je suis rentrée chez moi, ma maison était vide. Grâce aux semences et outils reçus de l'EPER, nous avons eu des récoltes et avons de nouveau de quoi manger. »





Les travailleurs communautaires touchent leur salaire.



CONGO

L'EPER APORTE UNE AIDE D'URGENCE AU NORD-KIVU



Nombre de réfugiés dans le pays

536 000

Nombre de personnes déplacées à l'intérieur du pays

4,5 millions

Un conflit armé fait rage depuis plus de 20 ans en République démocratique du Congo. Cette insécurité a entraîné une grave crise humanitaire avec beaucoup de déplacements de personnes et des destructions d'infrastructures. Toutes ces personnes réfugiées et déplacées vivent dans des conditions des plus précaires. Ces flux de population et ces violences ont aussi détruit les réseaux communautaires qui permettent l'entraide en temps normal. L'EPER apporte une aide d'urgence aux populations particulièrement touchées du Nord-Kivu.

NOISETTES DE LA MER NOIRE DANS NOTRE ASSIETTE

Forts de leur tradition de culture de noisettes, les paysannes et les paysans de Géorgie exportent leurs premières noisettes biologiques et équitables certifiées en Europe et en Suisse. Une activité prometteuse possible grâce aux formations pour améliorer la qualité des noix, le soutien aux coopératives et la mise en lien avec des distributeurs.

Texte Bettina Filacavano
Photos Nika Aslamazishvili

Implantée dans tout le pays, la culture de noisettes occupe une place de choix sur le marché du travail géorgien : elle nourrit 107 000 familles. Depuis plusieurs années, l'EPER soutient des familles paysannes à l'ouest de la Géorgie, dans les régions de Samegrelo, Guria et Imereti avec Elkana, son partenaire de longue date. Elkana organise des formations en agriculture biologique. Elle renforce les coopératives et accompagne les familles dans leurs activités commerciales ainsi que dans la vente de leurs noix.

Nana Sartania et Londer Lataria vivent dans le village d'Orulu, dans la commune de Zugdidi. Cette année, ils ont récolté dix tonnes de noisettes dans le cadre du projet de l'EPER. « Avant, j'avais beaucoup de mal à garder les noix sèches et à les stocker de manière sûre », raconte Londer Lataria. Résultat : une partie de ses noix a pourri. Sa famille a rejoint la coopérative et fait appel au service gratuit de séchage et de stockage de l'usine Pakka Georgia, un autre partenaire de l'EPER. Ce service permet de préserver la qualité des noix qui sont ainsi vendues à un prix intéressant à Pakka Georgia. Londer Lataria estime que cela les aide beaucoup.

« Avant,
j'avais beaucoup de
mal à garder les noix
sèches et à les stocker
de manière sûre. »

Londer Lataria, paysan dans le village d'Orulu

L'exportation présente un potentiel de croissance élevé. C'est là qu'intervient Pakka SA, sise à Zurich, qui importe les noisettes de sa filiale Pakka Georgia. Ces deux entreprises sont spécialisées dans le commerce équitable et ont pour objectif principal d'améliorer la chaîne de valeur directement au niveau des agricultrices et des agriculteurs. Si les noisettes sont de meilleure qualité, ils pourront en effet les certifier et renforcer leur positionnement

sur le marché international. Désormais, les noisettes géorgiennes certifiées bio sont également distribuées en Suisse, grâce à Pakka (voir encadré). « Nous sommes les premiers à avoir introduit des noisettes certifiées en Géorgie, explique Sabina Schmid, chargée de programme du Caucase du Sud de l'EPER. Ces soutiens ont permis d'augmenter le rendement et les revenus des familles paysannes. » Le projet est co-financé par la Direction du déve-

Joni Todua (49 ans), originaire du village d'Orulu, avec ses récoltes.



veloppement et de la coopération (DDC), le Ministère des affaires étrangères du Danemark (MFA), l'Agence de développement autrichienne (ADA) et Medicor Foundation.

Des noisettes de qualité à prix juste

L'EPER soutient actuellement 700 familles dans la région, un nombre qui devrait encore croître ces prochaines années. A elles toutes, elles auront produit 1200 tonnes de noisettes certifiées équitables (label UTZ*) dont 250 tonnes sont en plus certifiées bio. Les familles paysannes ont monté des coopératives et livrent une partie de leurs noisettes à Pakka Georgia. Cette dernière leur rachète à un prix adapté au marché et les stocke gratuitement en attendant qu'elles soient vendues.

Aide à la commercialisation

Pour Joni Todua et sa femme, tout va beaucoup mieux depuis qu'ils bénéficient de ce projet : « Nous y participons pour plusieurs raisons », expliquent-ils : « Nous sommes motivés car les noisettes certifiées peuvent être vendues à un prix intéressant. Un autre point essentiel, c'est que les prestations dont nous bénéficions

durant le processus de production des noisettes sont tout à fait abordables. Enfin, nos récoltes peuvent être séchées et stockées gratuitement. » Joni Todua émet également un avis très positif sur les formations qu'ils ont suivies. « Grâce aux connaissances que nous avons acquises, la qualité de nos noix s'est améliorée et nos récoltes ont augmenté. »

« Nous sommes motivés car les noisettes certifiées peuvent être vendues à un prix intéressant. »

Joni Todua, bénéficiaire

La deuxième phase du projet « noisettes » de l'EPER devrait se poursuivre jusqu'en 2023. « L'idée est que les coopératives paysannes soient ensuite capables de gérer elles-mêmes la culture, le processus de certification et la vente des noix », conclut Sabina Schmid.



Nana Sartania et son mari Londer Lataria avec leurs deux enfants. L'année dernière, ils ont récolté dix tonnes de noisettes.



Dans l'usine de Pakka Georgia, partenaire de l'EPER, les noisettes sont soigneusement triées.

GÉORGIE

THÈME PRIORITAIRE :
DÉVELOPPEMENT DES
COMMUNAUTÉS RURALES



Population

3,7 millions

dont, dans la capitale de Tbilissi :

1,1 million

Ce programme mené en Géorgie fait partie du programme régional de l'EPER au Caucase du Sud. L'EPER améliore les conditions de vie de la population rurale en Géorgie et en Arménie en encourageant les activités génératrices de revenus et en renforçant la société civile.

*L'appellation noisettes certifiées équitables (UTZ) garantit une production durable sur toute la chaîne d'approvisionnement

Commande de noisettes à la page 22

LE SIÈGE ROMAND: UN POOL D'INNOVATION POUR L'EPER

Le Secrétariat romand de l'EPER, ayant il y a peu acquis le titre de Siège romand, s'est toujours démarqué par sa capacité d'innovation au niveau des projets suisses et son implication forte concernant l'asile. Trois secrétaires romands témoignent des enjeux rencontrés au cours de leur mandat.

Texte Joëlle Herren Laufer et les secrétaires romands
Photos Sylvie Renfer, Michelangelo Pignani, Olivier Cosandey

OUVERTURE À L'EST, RENFORCEMENT AU SUD ET LAÏCISATION DANS LES ANNÉES 90

Mon mandat de secrétaire romand a démarré avec la chute du mur de Berlin et tout ce qui s'est ensuivi. Ces changements profonds ont eu des conséquences directes sur l'action de l'EPER. Du jour au lendemain, le travail avec les Eglises partenaires en Europe de l'Est a pu être élargi et renforcé. Ainsi, nous avons eu, pour la première fois, des partenariats avec des Eglises et la société civile en Arménie, puis en Géorgie, en parallèle avec les Eglises d'Europe latine gérées depuis le Secrétariat romand.

La fin du monde bipolaire a aussi eu des effets directs pour les pays du Sud, qui n'ont pas toujours été à l'avantage de leurs populations. C'est la raison pour laquelle des projets gérés depuis Lausanne ont été renforcés, notamment en République démocratique du Congo (au Nord-Kivu), en Haïti, au Liban, auprès des réfugiés palestiniens, parallèlement à l'établissement de partenariats en Palestine.

Le lancement de projets par le secteur public a pris plus d'importance. Cela a provoqué une certaine diminution des partenariats ecclésiastiques et diaconaux sur le terrain en faveur d'ONG locales et suscité d'intéressants débats à l'intérieur de l'EPER et dans les Eglises de Suisse.



De nouvelles vagues d'arrivées de réfugiés en Suisse ont poussé l'EPER à augmenter son engagement dans le domaine du droit d'asile. A côté du Bureau pour les réfugiés de Lausanne, l'EPER a ouvert un Bureau à Genève. Un nouveau mandat de la Fédération des Eglises protestantes d'aide à la population marginalisée et démunie a par ailleurs été lancé au niveau suisse avec des pôles sur Vaud, Genève et Neuchâtel pour compléter l'action des Centres sociaux protestants en Suisse romande.

Cette intensification de l'activité de l'EPER en dehors du cadre ecclésial a provoqué des débats échauffés. D'un côté, l'EPER défendait l'idée de gérer ses projets de manière plus indépendante, par rapport aux Eglises, de l'autre, le mouvement Terre Nouvelle, réunissant les œuvres protestantes que sont l'EPER, Pain pour le prochain, mission21 et DM-échange et mission, était très fort en Suisse romande et avait la volonté de fusionner les œuvres. C'est peu dire que ces questions structurelles nous ont pris de l'énergie !

La continuelle nécessité de s'adapter au contexte tout au long de la dernière décennie du XXème siècle a sans doute marqué l'EPER jusqu'à aujourd'hui, régulièrement à la recherche d'activités répondant aux sollicitations diverses en Suisse et dans le monde.

Rudolf Renfer

Secrétaire romand entre 1990 et 2002

> Suite page 15

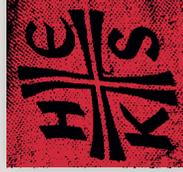
TROIS QUARTS DE SIÈCLE AU SERVICE DE LA DIGNITÉ

L'Entraide Protestante Suisse (EPER) a été fondée il y a 75 ans, avec la mission de lutter contre l'immense misère qui frappait l'Europe d'après-guerre.

Au fil des décennies, celle qu'on a d'abord appelée l'Entraide Protestante pour les Eglises Ruinées, a laissé place à un travail de coopération au développement et à une aide d'urgence à l'échelle mondiale, ainsi qu'à un soutien aux personnes réfugiées et socialement défavorisées en Suisse.

Retour sur une histoire riche en événements.

1946



À la fin de la seconde guerre mondiale, la Fédération des Eglises protestantes de Suisse (FEPS) lance un appel aux dons, afin de venir en aide aux peuples démunis d'Europe, ravagée par la guerre. La population fait preuve d'une grande solidarité : plus de deux millions de francs sont récoltés. Les Eglises ont besoin d'un service pour coordonner l'entraide. **L'Entraide Protestante des Eglises Ruinées, désormais Entraide Protestante Suisse, voit ainsi le jour le 1er janvier 1946.**

1946

Le **pasteur Heinrich Hellstern** assume la direction de l'organisation. Bon observateur et à l'écoute, il se montre inventif pour gérer les premiers pas de cette oeuvre d'entraide.



1946



À Männedorf (ZH), les paroisses suisses **récoltent des tonnes de vêtements**, chaussures, articles ménagers, couvertures, savons, conserves, pommes de terre, etc. Pas moins de 1900 wagons de chemins de fer sont réquisitionnés sur dix ans pour acheminer ces biens à la population démunie des pays voisins ravagés par la guerre.

1946

À ses débuts, l'EPER fonde plusieurs **foyers pour enfants et orphelins** : un à Berlin pour les enfants réfugiés, la Schweizer Haus Hadersdorf à Vienne pour les enfants en bas âge souffrant de malnutrition, et la Casa del Fanciullo pour les enfants précairés à Naples. Pour CHF 10 par mois, les personnes intéressées peuvent parrainer un enfant à l'étranger.



1947



En collaboration avec le Conseil œcuménique des Eglises, l'EPER fonde la **Casa Locarno (TI) – un lieu de rencontre et de réconciliation** dans ce contexte d'après-guerre. Les 20 premières années, plus de 5000 personnes de 36 nationalités et 14 communautés religieuses différentes y séjournent.

1956

Dix mille Hongroises et Hongrois obtiennent l'asile en Suisse. Confronté pour la première fois à une telle situation, le Service aux réfugiés de l'EPER s'occupe de l'accueil et de l'approvisionnement de 2000 **personnes réfugiées hongroises** protestantes.



1950

Grâce au **service de bourses** de l'EPER, des étudiants en théologie, d'abord originaires d'Allemagne, de Hollande et d'Europe de l'Est, peuvent étudier pendant un ou deux semestres dans des facultés suisses. Vers 1960, le service a été étendu aux étudiants non-théologues et enseignants de pays comme le Mozambique, l'Afrique du Sud ou Haïti. Une opportunité d'éclaircir leurs horizons.

1949



L'EPER reprend « l'aide évangélique aux réfugiés » et fonde deux ans plus

1948

Le pasteur Charles Freundler reprend la **direction de l'EPER en Suisse romande**, en qualité de secrétaire à temps plein. Grâce à son travail, de nombreuses Eglises romandes viennent soutenir le travail de l'EPER. Durant ses premières années d'existence, son objectif principal est d'instaurer un lien avec les Eglises protestantes des pays latins.

1947

L'EPER livre des baraques en bois qui doivent servir d'**Eglises provisoires** aux paroisses réformées au nord de la France, en Alsace, en Hollande, en Autriche, en Belgique, en Pologne et en Allemagne. Les fidèles peuvent s'y retrouver en attendant que leurs églises soient reconstruites – un travail laborieux qui prendra plusieurs années.



1958

Grâce aux collectes des Eglises cantonales, l'EPER lance son **premier projet de développement**: un atelier d'apprentis outilsiers au sud de l'Inde. Les débuts sont difficiles. Les organes ecclésiastiques indiens ont du mal à accepter les apprentis qui ne sont pas de confession chrétienne. Pour l'EPER, offrir une aide indépendamment de l'appartenance religieuse est une condition non négociable dès le départ.



ont. Opportunité à saisir. Nous mon- zons et de ramener de nouvelles idées et pratiques dans leurs pays et communautés.

1961



Heinrich Hellstern et Hermann Witschi, de la Mission de Bâle, lancent la campagne nationale « **Pain pour mon frère** » (aujourd'hui « **Pain pour le prochain** ») afin de récolter des dons pour les projets de développement dans le tiers-monde. La première collecte dure trois ans et rapporte la somme impressionnante de 16 millions de francs.

tard à Weesen, **Pelikan, un home pour personnes âgées réfugiées réformées et orthodoxes** qui reprendra, pendant plus de 40 ans, un vrai lieu de vie pour ces personnes exilées des pays de l'Est.

1961/62

L'Afrique est en ligne de mire: l'EPER participe au **développement d'écoles au Congo**. Elle lance ensuite des projets scolaires en Argentine et en Haïti.



En raison de la guerre froide, l'EPER poursuit également son entraide envers les Eglises en Europe de l'Est.

1962



Heinrich Hellstern séjourne plusieurs mois en **Algérie**, dans le cadre d'un **programme de reboisement**. Pendant ce temps, il dirige l'organisation par téléphone.



1968



L'EPER a un nouveau secrétaire général: le **pasteur Hans Schaffert**. Ses 16 années d'exercice seront décisives pour l'organisation. Convaincu que l'EPER ne doit pas se contenter d'être l'exécutante de la FEPS, il prône l'indépendance de l'EPER pour pouvoir soutenir les personnes démunies et privées de leurs droits. Cela implique aussi qu'elle agisse sur la scène politique. « L'EPER est et a toujours été politique. C'est une nécessité. »

1979/80



Dans le cadre du **plan d'action concerté pour l'Indochine**, environ 7000 personnes réfugiées vietnamiennes et cambodgiennes, les fameux « Boat people », arrivent en Suisse. Rien qu'en 1979, l'EPER en accompagne 707. Plus de 700 groupes de citoyennes et de citoyens suisses sont constitués pour accompagner et soutenir ces person-

1975

A la fin de la **guerre du Vietnam**, après plusieurs années d'aide d'urgence, l'EPER lance un vaste programme de reconstruction.

Pour que son travail de coopération au développement implique aussi la population, l'EPER se met également en lien avec des groupes de défense des droits humains et des mouvements populaires en Asie, en Afrique, en Amérique du Sud et au Proche-Orient.

1970

Suite aux tremblements de terre en Turquie et au Pérou, aux inondations en Europe de l'Est et en Afrique du Nord et au raz-de-marée à l'est du Pakistan, l'EPER décide de fonder un **service dédié aux catastrophes**.



A partir des années 1970, l'EPER se politise: elle fait preuve d'un engagement important en faveur des populations opprimées en Angola, au Zimbabwe et en Afrique du Sud et les soutient dans leur lutte pour l'égalité des droits. Elle participe également à un **programme anti-racisme mené par le Conseil oecuménique des Eglises**, ce qui lui

1970

Le Conseil fédéral approuve la représentation des œuvres d'entraide (ROE). Grâce à cette loi, l'EPER peut désormais assurer la présence d'une observatrice d'un observateur neutre aux auditions de personnes requérantes d'asile. La **Coordination des représentants des œuvres d'entraide (CROE)** de l'EPER, active à Genève, Valorbè, Berne, Zurich et St-Gall, avant d'être centralisée à Lausanne, devient l'une des plus grandes de Suisse. Il s'agit également du seul service bilingue à l'échelle nationale. Pendant 52 ans, la CROE garantit que les auditions de personnes requérantes d'asiles se déroulent de manière équitable et dans un

1968

1980

Le 20 juin, l'Organisation suisse d'aide aux réfugiés (OSAR), cofondée par l'EPER, lance la première « **Journée des réfugiés** ». Depuis, cette journée nationale a lieu chaque année, le troisième week-end de juin.

1980

Face à l'accroissement des personnes réfugiées et requérantes d'asile, le Service aux réfugiés devient le plus grand département de l'EPER. Les **bureaux régionaux de l'EPER** sont créés entre 1980 et 1985, puis, quelques années plus tard, les **bureaux de consultation juridique pour demandeurs d'asile** dans les cantons Vaud, Genève, Bâle, Berne, Zurich, St-Gall et d'Argovie.



1995

En Amérique latine, l'EPER soutient des projets destinés à la mise en œuvre des **réformes agraires** et s'engage pour les personnes sans terre et déplacées. En Suisse, les bureaux régionaux mettent sur pied différents **projets à l'échelle nationale**, par exemple un service de logement pour les personnes démunies et des offres de conseil et de soutien pour les chômeuses et les chômeurs.

1985

Le rejet des personnes réfugiées ou relevant de l'asile se fait de plus en plus sentir au sein d'une frange de la population. La loi sur l'asile entrée en vigueur en 1981 est révisée pour la première fois trois ans plus tard. L'EPER lance des **manifestations silencieuses** pour lutter contre l'aggravation des débats sur l'asile. Dans la sphère publique, elle fournit un travail de plaidoyer en faveur d'une politique d'asile plus humaine. En 1985 paraît un mémorandum intitulé « **Aux côtés des réfugiés** », corédigé par l'EPER et les trois Eglises nationales.

1988

En collaboration avec la FEPS et l'Institut G2W, l'EPER lance la **Journée de l'Europe de l'Est**, un événement annuel (aujourd'hui Journée de la collaboration avec les Eglises).



Heinz Kohler devient secrétaire général de l'EPER. Pour ce président du Conseil synodal originaire de Soleure, la gestion d'une œuvre d'entraide est un nouveau défi. Malgré tout, il se distingue comme un leader calme et réfléchi.

1994

En Afrique du Sud et au Mozambique, l'EPER coordonne l'**observation des élections aux niveaux international et ecclésial** et fournit une aide d'urgence après le **génocide au Rwanda**.

Dès 1993

Dans les années 1990, l'EPER vient en aide aux victimes de la **guerre des Balkans**. Elle livre par exemple des biens d'urgence en Bosnie, dans certaines régions serbes et croates, et plus tard au Kosovo, pour un montant de plusieurs millions de francs. Elle joue également le rôle d'intermédiaire dans la reconstruction. Des dizaines de milliers de personnes se réfugient en Suisse. L'EPER soutient bon nombre d'entre elles, soit en les accompagnant, soit en les aidant à préparer leur retour.

1991

La Fédération des Eglises protestantes de Suisse (aujourd'hui EERS) ajoute l'« **Engagement pour les personnes socialement défavorisées** » au mandat confié à l'EPER pour son travail en Suisse. En 1993, l'EPER lance ainsi à Birsbeck (BL) son premier projet national pour les Suissesses et les Suisses socialement défavorisés. Il s'agit d'accompagnement au logement pour les personnes souffrant d'une addiction.

1989/90



A la fin de la guerre froide, l'EPER réoriente complètement son travail en Europe : la priorité est donnée à **l'aide au développement économique dans les pays d'Europe centrale**. En Roumanie, par exemple, l'EPER lance un programme de développement rural régional, en sus de l'entraide avec les Eglises.

1997



L'EPER perd le mandat fédéral d'aide aux **personnes réfugiées**. Les bureaux régionaux en Suisse se concentrent désormais sur l'aide juridique et les projets d'intégration et d'insertion professionnelle pour les personnes migrantes et socialement défavorisées.

2002

Le travail de l'EPER en Suisse et à l'étranger est davantage documenté. L'organisation crée des **structures de coordination locales** dans tous ses pays prioritaires pour mettre en œuvre ses programmes à l'étranger. L'EPER lance ses « **programmes pays** » : l'objectif

2004

L'EPER devient une **fondation**. Le Conseil de fondation est composé de six à neuf membres, dont une personne élue par le Conseil de la Fédération des Eglises protestantes de Suisse (FEPS) et les autres par l'Assemblée des délégués de la FEPS.

2005



Responsable du département Europe de l'EPER de 1982 à 1997, le **pasteur Franz Schüle** devient secrétaire général de l'organisation.



est de **mettre l'accent sur certaines thématiques et zones géographiques**.

Le 26 décembre 2004, un séisme dans l'Océan indien déclenche un **tsunami** qui ravage les régions du littoral et fait plus de 230 000 morts. L'EPER fournit une aide d'urgence via son organisation partenaire en Inde et participe ensuite à un vaste projet de reconstruction au Sri Lanka.

2016

L'EPER lance la campagne nationale **«Annoncer la couleur»**. Une large coalition d'œuvres d'entraide, d'institutions sociales et d'individus appellent les responsables politiques et le public à davantage de solidarité, à une discussion constructive autour des personnes réfugiées et à une politique d'asile plus humaine.



2015

Plus de **60 millions de personnes sont en fuite**. Elles tentent souvent de rejoindre l'Europe. Mais de nombreux pays situés le long de la route des Balkans ferment leurs frontières. L'EPER est présente en Serbie, où elle distribue des biens de première nécessité aux personnes migrantes et met à disposition des abris pour les personnes réfugiées. En outre, elle participe à un projet de **«couloirs humanitaires»** vers l'Italie, qui permet aux réfugiés de guerre syriens particulièrement vulnérables de prendre l'avion pour rejoindre l'Italie en toute sécurité.

2008

Lancement de la campagne de dons de Noël **« offrir son aide »**



2007



Ueli Locher est nommé directeur de l'EPER. Il instaure une focalisation stratégique, réoriente différentes divisions et redéfinit l'identité visuelle de manière significative.

2006

Pour la première fois, le Bureau régional des deux Bâle loue des jardins communautaires aux femmes réfugiées seules ou à leur famille. Les personnes réfugiées et migrantes ont souvent beaucoup perdu en quittant leur pays. Au sein des **« Nouveaux Jardins »**, elles peuvent retrouver une certaine stabilité et nouer des liens. Aujourd'hui, les bureaux régionaux de l'EPER gèrent 30 « Nouveaux Jardins » dans toute la Suisse.



2017



Peter Merz est nommé directeur de l'EPER, après avoir assuré la responsabilité du département Afrique/Amérique latine puis de la division internationale.

2019

Les conseils de fondation de Pain pour le prochain et de l'EPER décident de la **fusion** des deux œuvres d'entraide, qui aura lieu en 2022.



2020

Au printemps 2020, le **COVID-19** met le monde sens dessus dessous. L'EPER lance un **programme d'aide d'urgence** de grande envergure en Suisse et dans les pays où elle est active afin de soutenir les personnes qui sont particulièrement touchées par la crise.

2021

Happy birthday!
L'EPER fête ses 75 ans.



2022

A quoi ressemblera l'avenir ?

Participez aux échanges !
www.eper.ch/75-ans



LANCEMENT DES PREMIÈRES AIDES HUMANITAIRES D'ENVERGURE AU TOURNANT DU SIÈCLE

Bien que j'aie quitté l'EPER en 2008, j'y reste très attachée pour y avoir travaillé 12 ans, d'abord à des postes opérationnels avant de devenir secrétaire romande. J'avais à cette occasion demandé un culte d'installation pour donner le signal que nous étions un ministère comme un autre, concrétisant l'impératif du message chrétien à la solidarité avec les personnes les plus défavorisées en Suisse et dans le monde.

La dernière décennie du XXème siècle a été une période de profondes transformations pour l'EPER. D'abord dans les régions où nous travaillions, mais aussi sur la question de la professionnalisation de l'aide au développement, de même que celle du positionnement et de l'identité religieuse.

Nous avons monté les premières grandes opérations humanitaires après des catastrophes en Inde, au Moyen-Orient et répondu à la tragédie du Tsunami de 2004 en Asie. Nous avons aussi monté des projets en Géorgie, en Arménie et dans les Territoires occupés avec le soutien de la Direction du développement et de la coopération. Avec Franz Schüle, le secrétaire central de l'époque, nous avons repensé l'engagement historique de l'EPER en Europe, et renforcé non seulement les partenariats locaux dans les pays dits en développement mais aussi la présence de l'EPER sur la scène internationale.



Sur le plan romand, y a eu aussi des moments difficiles, avec le démantèlement de nos bureaux de réfugiés à Genève et Lausanne. Nous avons alors entrepris un gros travail de communication pour augmenter les dons, notamment avec l'action novatrice à l'époque « Achetez une chèvre ». Au niveau opérationnel, nous avons aussi lancé des projets innovants, comme les Chèques-emploi ou les Permanences Volantes qui vont au-devant des personnes dites sans-papiers dans le canton de Genève.

Aujourd'hui, j'aime à demander si le modèle de l'aide au développement est celui qui va nous permettre de relever les défis du 21ème siècle. L'Agenda 2030 des Nations Unies, largement soutenu par la Suisse, ne concerne pas seulement les pays dits en développement. Un fort accent est mis sur le rôle et la coopération avec le secteur privé. Au sortir de cette crise liée à la pandémie, ne va-t-on pas redéfinir un ordre mondial économique différent, avec, in fine, une autre répartition, plus durable et plus équitable des ressources ?

Je souhaite à l'EPER de réussir sa fusion avec Pain pour le prochain : pouvoir lier le travail de plaidoyer et de sensibilisation avec le travail opérationnel est une indéniable force, qui permet d'adresser les défis systémiques. Je lui souhaite aussi de pouvoir garder son identité réformée qui l'appelle à s'engager pour les exclus et les plus démunis et à constamment repenser la forme et le sens de sa présence et de son action.

Corinne Henchoz Pignani

Actuelle cheffe de coopération adjointe à l'Ambassade de Suisse à Dacca
Secrétaire romande de 2002 à 2008

UNE ORGANISATION FORTE POUR SERVIR DES BUTS EXIGEANTS DÈS 2008

Au moment de mon arrivée à l'EPER, une pétition « EPER quo vadis ? », issue de milliers de membres de l'Eglise réformée, dénonçait vigoureusement une dérive gestionnaire de l'organisation, au nom d'une exigence prophétique d'engagement : aveuglée par ses ambitions de croissance, l'EPER aurait oublié son ancrage dans les valeurs qui devaient la guider. Un défi épineux aura été de montrer, en actes, qu'il n'y avait pas d'opposition de principe entre la recherche d'efficacité, y compris économique, et l'adhésion à des valeurs.

L'ambition d'une croissance modérée de l'organisation a été parfaitement illustrée en Suisse romande, où le volume d'activités et le nombre de collaborateurs a largement plus que doublé en quelques années. Pour quel bilan ? Durant cette période, l'EPER a renforcé son rôle dans la défense des droits des personnes les plus vulnérables, particulièrement réfugiées. Je garde par exemple avec fierté le souvenir de nos collègues juristes portant avec



succès le cas d'une famille afghane devant la Cour européenne des droits de l'homme à Strasbourg. Cet engagement pour la dignité humaine dans un domaine peu porteur en termes économiques et d'image – c'est un euphémisme –, aurait été simplement impossible sans une organisation forte, en particulier financièrement, pour le soutenir.

En revanche, l'EPER n'a pas échappé aux difficultés inhérentes à la croissance d'une organisation, surtout dans un contexte suisse exigeant

une grande « agilité culturelle » : comment trouver le bon équilibre entre cohérence nationale et ancrage local, entre une stratégie unique et sa mise en œuvre dans des contextes très variés ? Pour mener à bien sa mission dans un monde plus complexe et clivé que jamais, le défi futur de l'EPER sera peut-être de concilier de façon inédite rigueur et imagination. La fusion en cours avec Pain pour le prochain est un signe encourageant dans ce sens.

Philippe Bovey

Actuel secrétaire général de la Fondation Hirondelle
Secrétaire romand de 2008 à 2016

« NOTRE COMMUNAUTÉ, C'EST SEPT MILLIARDS D'HABITANTS! »

Tho Ha Vinh, spécialiste du Bonheur National Brut (BNB), analyse l'époque que nous vivons comme un potentiel moment charnière de l'histoire où nous pourrions choisir une nouvelle voie, alternative à celle de la croissance, plaçant le bonheur et le bien-être de la majorité comme priorité. Rencontre inspirante.

Texte Joëlle Herren Laufer
Photo Dai Bui

Nous vivons depuis un an au rythme du coronavirus et des mesures éta- tiques pour l'endiguer. Quels sont les enseignements que nous pouvons en tirer ?

C'est d'abord un révélateur des inégalités sociales, le Covid-19 touchant principalement les personnes les plus fragiles. C'est aussi une occasion de mettre en cause notre rapport à la nature. Croire que l'on peut la dominer et la maîtriser est une illusion sur laquelle nos sociétés occidentales sont construites. Finalement, c'est touchant et encourageant de constater que toute la société et les autorités sont prêtes à des mesures aussi fortes, au risque de ralentir l'économie, pour préserver les plus vulnérables. Cela dit, cet effort de solidarité ne devrait pas être limité à la crise sanitaire.

Justement, au niveau des préoccupations environnementales, serait-ce faisable de changer de cap ?

Si la problématique climatique était empoignée aussi sérieusement que la pandémie, on pourrait agir ! Dès que l'on change la priorité centrale – avec le Covid, c'est devenu la santé –, on peut s'organiser en conséquence, même si ce n'est pas simple. En se donnant dix ans pour accomplir une transition écologique consciente par étapes, on pourrait la réaliser sans détruire l'économie. C'est vraiment une question de priorité, de volonté politique et sociétale.

Vous êtes un spécialiste du Bonheur national brut (BNB). Pouvez-vous nous expliquer en quoi consiste ce fameux BNB ?

L'idée de base du BNB est relativement simple. Il s'agit de dire que le développement économique, technologique ou le progrès ne sont pas une fin en soi. Ce sont des outils qui contribuent au bien commun et au bien-être du plus grand nombre en répondant à leurs besoins légitimes. Dans nos sociétés, on pense que

« Ce qui fait notre humanité, c'est notre capacité d'apprendre. De là découle notre capacité de nous transformer. »

la croissance est un but à atteindre et on considère qu'elle profite à tout le monde. C'est rarement le cas. En Suisse – comme dans la plupart des pays développés – la croissance économique ininterrompue des dernières décennies n'a pas accru de manière tangible le bien-être de la population. Ce qui devrait nous préoccuper avant tout, c'est le bonheur et le bien-être du plus grand nombre, mais aussi de notre environnement et de toutes les formes de vie.

Le modèle du BNB est-il applicable à la réalité suisse ?

Quand un pays décide de mettre le bien-être de sa population au centre de ses préoccupations, il prend des décisions différentes. Plutôt que de se demander si ça va faire croître le PIB, on se demande

avant tout si ça va véritablement apporter plus de bien-être à une majorité. Ce sont justement des pays dont la majorité de la population voit ses besoins de base couverts – ce sont aussi ceux qui polluent le



plus – qui devraient se lancer. Ils auraient les moyens de repenser leur modèle de développement sans compromettre leur niveau économique. En Nouvelle Zélande, la première ministre, Jacinda Ardern, s'est fait élire sur un programme basé sur la compassion, le bien commun et le bien-être. L'Islande, le Pays de Galles et l'Écosse ont la même approche. Ce sont tous des pays développés. Mais précisons qu'ils sont tous dirigés par des femmes... (rires)!

Au niveau individuel, que peut-on faire?

Il y a une responsabilité individuelle face au bien commun. Je suis conscient de la frustration de certains à voir leur liberté individuelle brimée. L'interdiction de fu-



Docteur en sciences de l'éducation et auteur franco-vietnamien, Tho Ha Vinh est l'ancien directeur et co-fondateur du Centre de formation de Bonheur national Brut au Bhoutan, qui promeut une vision alternative du développement basée sur l'écologie et une économie équitable et durable, ainsi que le fondateur de l'institut de formation Eurasia pour le bonheur et le bien-être (elihw.org), qui pilote des projets transformatifs pour des entreprises, institutions et écoles en Chine, Thaïlande, Vietnam, Allemagne, Autriche et Suisse.

mer dans les lieux publics est aussi une privation de liberté, mais il y a un consensus social pour dire que cette restriction est bénéfique au regard du bien commun pour ne pas imposer la fumée passive.

Face aux restrictions liées au Covid, on peut soit être dans la révolte et la frustration, soit se dire qu'on contribue, à sa petite échelle, à ne pas répandre la maladie, pour le bien de tous. C'est donc une question d'attitude. On est quand même très loin de la dictature... (rires)!

On devrait donc revoir nos priorités de vie personnelles?

Nous avons un rythme de vie effréné avec des échéances constantes qui nous essouffent. Pour certains, la vie s'est ralentie. Ce peut être une occasion précieuse de changer nos priorités: notre attention est le plus souvent focalisée vers l'extérieur, c'est donc une opportunité de se tourner vers l'intérieur, de prendre des temps d'arrêt, d'introspection, de méditation, de prière et se demander ce qui nous importe vraiment. Le danger est de remplacer ce manque d'activités extérieures par une activité frénétique sur internet.

Les ONG telles l'EPER ont-elles un rôle particulier à jouer dans cette période?

Les ONG qui ont pour vocation de s'occuper des plus démunis ont un rôle crucial à jouer maintenant. C'est un rouage nécessaire au maintien d'un minimum d'équilibre de la société. Et cet apport devrait être valorisé. Je pense qu'il y a quelque chose à faire au niveau de la prise de conscience de gens qui n'étaient pas très sensibles auparavant à cette partie de la population précarisée et exclue. Dans quelle mesure peut-on contribuer, d'une manière ou d'une autre, en offrant des ressources matérielles, du temps, de l'écoute, des objets dont on n'a plus besoin?

Pensez-vous que la civilisation peut progresser ou qu'elle reproduit toujours les mêmes erreurs?

Au plan individuel, il faut souvent du temps pour prendre conscience que certains de nos comportements – qui étaient peut-être justifiés à un certain moment – sont devenus contre-productifs et que l'on devrait changer. Cela demande de l'effort et de la persévérance, mais c'est possible. Je ne pense pas qu'il y ait une force supérieure qui empêche d'agir et de changer son attitude. Ce qui fait notre humanité, c'est notre capacité à apprendre. De là découle notre capacité à nous transformer. Collectivement, c'est la même chose. On n'a toujours pas trouvé un moyen d'arrêter les guerres, c'est étonnant. Mais on constate des progrès au niveau des droits humains, de la place des femmes dans la société, de l'institu-

tion de régimes démocratiques ou des normes humanitaires et légales. On vit encore fortement avec la notion d'État-nation alors que la plupart des problèmes auxquels nous sommes confrontés sont planétaires. On essaie encore de résoudre la crise climatique ou le Covid chacun de son côté. Il y a donc un décalage entre l'échelle des problèmes et le niveau des réponses apportées. Notre communauté de destin, c'est sept milliards d'êtres humains! Même si mon microcosme se limite parfois à ma famille, ma commune, mon canton, mon pays.

Quelles mesures concrètes verriez-vous pour aller vers plus de bien-être généralisé?

La première serait d'arriver à un consensus. Pouvons-nous nous mettre d'accord de poser le bien-être du plus grand nombre et de la planète comme priorité numéro une absolue, dans toutes nos décisions? Sommes-nous prêts à mettre la croissance économique et le progrès technologique au service de cette intention? La seconde mesure, une fois que nous avons déterminé cet objectif commun, serait de changer notre manière d'évaluer les politiques et les choix sociétaux, pour que les comportements vertueux soient récompensés et que ceux qui polluent ou bafouent les droits humains aient à payer les conséquences de leurs actes. La troisième serait d'introduire ces valeurs dès l'enfance, dans le système éducatif, pour mettre au centre des valeurs comme la solidarité, la générosité et l'humanisme.

Vous êtes un spécialiste à Bonheur. Et vous, qu'est-ce qui vous rend vraiment heureux?

Ce sont ces mêmes trois facteurs que prône le BNB qui m'apportent du bonheur. D'abord, vivre en harmonie avec soi-même, en essayant de mener une vie qui reflète les valeurs que je porte, avoir du temps pour moi, pour la méditation, pour l'introspection, l'écriture, la lecture. Ensuite, c'est la qualité de la relation que je peux avoir avec ma femme, ma famille, mes amis, mes étudiants, mes collègues. Se sentir intégré dans une communauté humaine portée par la bienveillance, c'est un facteur essentiel de bien-être et de bonheur. Et finalement, essayer de passer suffisamment de temps dans la nature, m'en imprégner, me sentir nourri par l'harmonie et la beauté naturelle. Et ici, en Suisse romande, on a beaucoup de chance, la beauté est partout, il suffit d'ouvrir les yeux!





De retour de son champ où il cultive des légumes bio, ce fermier sénégalais du village de Thiès retrouve sa femme. Elle cuit le repas sur un feu, pendant que ses enfants jouent. Les chèvres l'accueillent dans des bêlements. Photo ©Christian Bobst



L'ESPACE PARENTS FAIT LE BEAU TEMPS

A l'Espace Parents, les besoins des familles n'ont pas diminué avec la pandémie. Le projet a trouvé de nouveaux canaux pour maintenir le dialogue avec les parents et poursuivre sa mission d'orientation, de conseil et de soutien pratique. Reportage masqué auprès d'équilibristes qui ne manquent pas de créativité.

Texte Laurine Jobin
Photos Julie Lovens

C'est à Neuchâtel, au rez-de-chaussée de l'église Saint-Nicolas, que nous avons rendez-vous. Notre masque en place, nous entrons. Les autocollants sur le sol nous rappellent la distance de sécurité à maintenir. Une bénévoles nous glisse, dans un profond soupir « Ah oui, la distanciation sociale. » Un paradoxe pour les personnes présentes aujourd'hui dans cet espace voué à l'échange social, où les mots « chaleur », « écoute » et « intégration » résonnent. Comment un projet qui vise à renforcer les compétences parentales, la confiance en soi et à favoriser l'intégration s'organise en période de crise sanitaire ? Comment répondre aux besoins des familles ? Et d'ailleurs, à quels défis particuliers la pandémie actuelle les confronte-t-elle ?

Face aux défis, se réinventer

Florianne Charrière, collaboratrice projet à l'Espace Parents, tente d'harmoniser au mieux le grand espace à disposition, malgré la fraîcheur ambiante. Avec le sourire, mais un brin de nostalgie dans la voix, elle se rappelle : « Au mois de mars 2020, du jour au lendemain, nous avons dû fermer nos cours et séances de conseil individuels. Après plusieurs années d'expérience et d'évolution, nous avions un programme solide et paf, nous avons dû tout arrêter », poursuit-elle. Au printemps, le lieu d'accueil a été officiellement fermé, mais les offres se sont poursuivies via de nouveaux canaux. Et depuis que les rencontres en petits groupes sont à nouveau autorisées, les « café-informatique » peuvent se tenir en présentiel. D'ailleurs, dans quelques heures, des participants vont arriver.

De la chaleur humaine pour lutter contre l'isolement

Il est huit heures quarante-cinq et une jeune femme vêtue d'une grosse doudoune jaune, les cheveux noirs tirés en arrière, arrive. Elle nous raconte son expérience du semi-confinement : « Le



« Pendant le semi-confinement, je ne voulais pas laisser mes enfants toute la journée devant un écran, alors il fallait être créative pour aller à la rencontre des autres. » Betiel, mère de trois jeunes enfants.

manque de contact social a été très pénible pour moi, quand l'Espace Parents était fermé. En temps normal, c'est un lieu où je peux venir souffler, discuter. C'est important pour les mamans d'avoir des moments pour elles », souligne-t-elle. Ici, la jeune femme, originaire du Maroc, trouve des oreilles attentives, des conseils et des solutions aux problèmes du quotidien. « Nous voulons nous intégrer et Sophie et Florianne nous aident dans nos démarches. Ce sont des perles », ajoute la jeune maman, en joignant ses deux mains. Comme le projet lutte justement contre l'isolement social, Sophie et Florianne ont redouté les mesures de semi-confinement. Dès les premières annonces, elles ont donc innové en trouvant de nouveaux canaux de communication.

Communiquer via de nouveaux canaux

Un groupe WhatsApp, accessible aux bénévoles, et la page Facebook de l'Espace Parents se sont vite imposés. Florianne les alimente avec des informations, des conseils informatiques, des exercices d'e-learning et des idées d'activités parents-enfants. Elle a passé du temps à chercher sur internet des sources fiables,

« En dehors des heures ordinaires des cours à distance et du soutien scolaire dispensé à leur fille, cette famille pouvait m'appeler à tout moment, pour des conseils, des questions ou tout simplement pour discuter ! » Michèle, enseignante à la retraite et bénévole



« Le Covid nous a poussé à innover et à réinventer nos projets. » Florianne Charrière, collaboratrice projet à l'Espace Parents

avec un contenu qui soit suffisamment vulgarisé et accessible pour être compris par des personnes qui ne maîtrisent ni le français ni les outils informatiques. « Si aucune source satisfaisante n'existe, alors les bénévoles ou moi-même créons des tutoriels », précise la collaboratrice. En de garder le lien, un petit cadeau a aussi été envoyé aux familles pour les vacances. « Nous leur avons offert un Tangram à fabriquer soi-même, une activité ludique qui convient à tous les âges », précise-t-elle.

Ces mesures étaient « une première ». Pour l'équipe, difficile d'en connaître les effets. « Nous savons que pour transmettre les connaissances et les compétences de base, notamment en informatique, les échanges en présentiel sont primordiaux. En devant interagir à distance, nous ne pouvions pas décoder les réactions des bénéficiaires. Est-ce que nos messages WhatsApp sont lus ? Est-ce qu'ils sont compris ? Les participantes et les participants arrivent-ils à ouvrir les liens que nous leur envoyons ? En temps normal, nous voyons leurs réactions en direct et pouvons expliciter ce qui n'est pas compris. A distance, ce n'est pas le cas. »

Offrir un cadre aux enfants

Betiel, une habituée des lieux, nous tend son natel et nous montre le groupe WhatsApp « Espace Parents ». Elle fait décrire les messages : « Sophie et Florianne nous ont envoyé des idées d'activités à réaliser avec les enfants. Des idées de bricolages et de recettes. Celle de la pâte à sel a beaucoup plu à mes enfants ! Les livres vocaux également. C'était très précieux, car il m'était difficile de canaliser leur énergie quand nous devons rester à la maison. » Un défi vécu par tous les parents que nous rencontrons. Certains ont même poussé les meubles du salon afin que leurs enfants puissent sauter !

Assurer « l'école à la maison »

Pour Rahma et Mahamednur, originaires d'Erythrée, apprendre

le français et trouver du travail sont des priorités. Pour Mahamednur, le deuxième objectif est déjà atteint. Il travaille entre Boudry et La Chaux-de-Fonds à un rythme effréné. Quant à sa femme, elle s'accroche pour apprendre le français. Toutefois, leur connaissance de la langue n'était pas suffisante pour soutenir leur fille Siham, pour l'aider dans ses leçons, puis je fais une heure de français avec Rahma et une heure avec Mahamednur. On utilise les appels vidéo aussi. On s'est adapté ! »

Le regard tourné vers l'avenir et vers le haut

La crise actuelle n'aura pas affecté la motivation de l'équipe. « L'Espace Parents est appelé à développer ses offres dans le haut du canton, nous annonce Florianne. Cela s'inscrit dans le nouveau concept de soutien à la parentalité mis sur pied par le Service de la protection de l'adulte et de la jeunesse du canton de Neuchâtel. Nous souhaitons notamment renforcer l'axe parents-enfants ainsi que les ateliers dédiés aux papas. » Les questions suivantes devraient bientôt trouver réponse : faut-il se fixer en un lieu central ou conduire des ateliers itinérants, afin de toucher les quartiers et les familles isolés ? Faut-il aller à La Chaux-de-Fonds, au Locle ou dans un autre chef-lieu ? « On espère ouvrir ce nouvel Espace Parents au deuxième semestre 2021, prévient la collaboratrice. Et peut-être que nous mettrons déjà en place des ateliers durant le premier semestre, si le coronavirus le permet ! »

Quand nous quittons les lieux en fin de matinée, notre regard se pose encore sur une affiche accrochée à une armoire. Elle fait référence à une pièce de théâtre intitulée *Après la pluie ...* nous savons ce qui vient.

DES NOISETTES GÉORGIENNES BIO À DÉCORTIQUER CHEZ VOUS ?



L'entreprise zurichoise Pakka, spécialisée en vente de produits bio cultivés par de petits paysans, dans le respect du commerce équitable, propose un assortiment varié de snacks de grande qualité à base de noix et de chocolat. Grâce à ses différentes branches, Pakka peut suivre l'ensemble de la chaîne de création de valeur, de la culture à la commercialisation, et garantir que ses noix sont issues de sources responsables.

Les fameuses noisettes géorgiennes produites dans les projets de l'EPER sont disponibles dès 2021 sur la boutique en ligne. Vous pouvez les commander au kilo ou dans d'autres quantités et vous les faire livrer sans tracas à domicile. Elles agrémenteront idéalement vos mueslis, salades ou pâtisseries, à moins que vous ne préfériez les déguster seules, tout simplement.

Rabais de 10% pour les lectrices et lecteurs d'Agir:
code «HEKS-Haselnüsse20» www.pakka.ch/fr/shop/



Détail du projet aux pages 8-9

L'EPER vient en aide aux victimes des ouragans au Honduras



Eta et Iota, les deux ouragans qui ont frappé l'Amérique centrale au mois de novembre à deux semaines d'intervalle, ont ravagé le Honduras, le Nicaragua et le Guatemala, impactant plus d'un million de personnes. L'EPER soutient les personnes les plus touchées par la catastrophe dans les départements de Santa Bárbara et de Colón pour un montant total de CHF 500 000 avec l'aide de la Chaîne du Bonheur et de la Direction du développement et de la coopération.

Après une première phase d'aide d'urgence pour l'achat, par les victimes elles-mêmes, de biens de première nécessité, l'EPER aide à la reconstruction des maisons détruites et au rétablissement de l'approvisionnement en eau. Elle soutient parallèlement la relance des cultures sur les champs ravagés des familles paysannes.

DONS : CP 10-1390-5, MENTION «AIDE D'URGENCE HONDURAS»

Aide d'urgence Corona: une solidarité plus que nécessaire

Les règles liées au Corona guident notre quotidien et s'appliquent à toutes et tous. Mais comment travailler à domicile quand on a perdu son travail, comme nombre de femmes de ménage? Comment garder ses distances dans un camp de réfugiés densément peuplé? Comment se laver les mains sans eau ni savon? Ces ques-

tions se posent pour des millions de personnes empêchées de se protéger contre la pandémie en dépit de leur volonté.

Pour stopper la pandémie, nous devons prendre soin des moins privilégiés dès à présent. Car nous ne pourrions surmonter cette situation qu'ensemble. Avec sa nouvelle campagne, l'EPER fait appel à la solidarité générale pour permettre aux villages, écoles et camps de réfugiés peu équipés d'accéder à l'eau potable et à l'hygiène. Les personnes impactées par le Corona en Suisse pourront surmonter leurs difficultés personnelles et financières si nous nous serrons les coudes.

EPER.CH/CORONA-PANDEMIE

Partenariat avec l'Université de Zurich au Brésil

Au Brésil, l'EPER s'engage en faveur d'un accès équitable à l'eau et innove dans le Rio Pardo (Etat de Minas Gerais et Bahia) avec la création d'un observatoire de l'eau par la société civile. Cette région est menacée d'une part par l'irrigation à outrance des grandes plantations d'eucalyptus, de café et de canne à sucre qui ne cessent de baisser le niveau d'eau du delta, et d'autre part par les élevages de crevettes nécessitant de grandes quantités d'antibiotiques et obligeant à éliminer la mangrove.

L'observatoire de l'eau permet de recueillir des données précieuses sur l'évolution des ressources hydrauliques de la région pour pouvoir ensuite négocier les droits d'utilisation des terres et de l'eau. Des petits paysans sont formés par des experts et équipés d'instruments de mesure. Ce projet est mené en collaboration avec le Département d'hydrologie de l'Institut de géographie de l'Université de Zurich. Son application « Crowd-

Water » permet aux populations locales de prendre facilement des mesures hydrologiques. Ces données alimentent une base de données centralisée à Zurich que l'Université évalue et met à disposition des parties prenantes. Une trentaine d'organisations riveraines ont déjà uni leurs forces et exercent désormais une pression croissante au niveau de la politique locale. Cette caution helvétique scientifiquement prouvée leur est d'une grande aide pour se faire entendre des autorités brésiliennes et renforcer leur position de négociation.

Communication responsable des ONG

Quand les ONG communiquent, notamment pour rechercher des fonds, elles contribuent à façonner la perception du Sud et l'image de la coopération au développement auprès de la population suisse. Et leur communication n'est pas toujours exempte de stéréotypes. Il y a une tendance à instrumentaliser les populations du tiers-monde, en les faisant apparaître comme bénéficiaires d'aide ou de soutien, alors que les organisations de développement et leur personnel sont eux présentés comme des sujets actifs et des experts. Consciente de sa responsabilité à cet égard, l'EPER a donc lancé, en collaboration avec les organisations membres et partenaires d'Alliance Sud – un groupe de travail sur la politique de développement des grandes œuvres d'entraide suisses – une étude, à l'échelle nationale, sur la perception de la coopération au développement par le public. Il en résulte aujourd'hui un *Manifeste pour une communication responsable dans la coopération internationale*. Ce document définit sept lignes directrices que l'EPER et neuf autres ONG s'engagent à suivre dans leur communication. Il fournit des orientations concrètes pour leurs collaborateurs et fait acte d'engagement public.

WWW.EPER.CH/MANIFESTE



EN SE SERRANT LES COUDES



AIDONS LES PERSONNES DÉMUNIES
FACE À LA PANDÉMIE.

FAIRE UN DON: [EPER.CH](https://eper.ch)
#SOLIDARITÉCOVID



Petits moyens, grands effets.

